

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Cette analyse contient des déclarations prospectives selon la U.S. Private Securities Litigation Reform Act de 1995, et il est de notre intention que de telles déclarations prospectives soient sujettes aux règles d'exonération prévues par cette loi. Les déclarations prospectives sont des déclarations ne renfermant aucun renseignement historique et n'étant aucunement liées à la situation actuelle. Des mots comme « peut », « s'attend à », « croit », « planifie », « prévoit », « a l'intention de », « pourrait », « estime », « continue », des expressions similaires ou leurs négatives identifient des déclarations prospectives. De plus, toute déclaration concernant nos attentes, nos prévisions ou toute autre description ayant trait aux événements ou aux circonstances à venir est considérée comme étant une déclaration prospective. Les déclarations prospectives ne sont pas des garanties de notre rendement futur et comportent des risques et des incertitudes. Les résultats réels peuvent différer de façon appréciable de ceux des déclarations prospectives en raison de plusieurs facteurs, dont notamment l'incertitude macroéconomique ainsi que les dépenses en capital et l'ampleur des déploiements de réseaux dans les secteurs des télécommunications (dont l'adaptation rapide de nos structures de coûts aux conditions économiques anticipées et la gestion de nos niveaux de stocks en fonction de la demande du marché), les conditions économiques, concurrentielles, financières et de marché futures, la consolidation de l'industrie mondiale des tests et de l'assurance de services de télécommunications et la compétition accrue dans le marché, la difficulté de prévoir le volume et le calendrier des commandes des clients, les taux de change instables, la concentration des ventes, le lancement en temps opportun de nos produits et l'accueil du marché quant à nos nouveaux produits et à d'autres produits futurs, notre capacité à développer avec succès nos activités internationales, notre capacité à intégrer avec succès les entreprises que nous acquérons ainsi que notre capacité à maintenir un personnel technique et de gestion qualifié. Les hypothèses, d'après ce qui précède, impliquent des jugements et des risques qui sont difficiles ou impossibles à prévoir et dont plusieurs sont hors de notre contrôle. D'autres facteurs de risque qui peuvent influencer notre rendement futur et nos opérations sont détaillés dans notre rapport annuel selon le Formulaire 20-F et dans nos autres dépôts auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission et des commissions canadiennes des valeurs mobilières. Nous jugeons que les attentes mentionnées dans ces déclarations prospectives sont raisonnables, compte tenu de l'information actuellement disponible, mais nous ne pouvons pas vous assurer qu'elles s'avéreront exactes. Par conséquent, vous ne devriez pas faire preuve d'une confiance totale en ces déclarations prospectives. Ces déclarations sont valables seulement en date du présent document. À moins que ce ne soit requis par la loi ou la réglementation, nous ne nous engageons pas à réviser ou à mettre à jour ces déclarations afin qu'elles reflètent les événements ou circonstances survenant après la date de ce document.

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est datée du 8 janvier 2014.

Tous les montants inscrits sont en dollars US, à moins d'avis contraire.

SURVOL DE L'ENTREPRISE ET RÉCENTS DÉVELOPPEMENTS

Nous sommes un important fournisseur de solutions de test et d'assurance de services de pointe destinées aux opérateurs et aux fabricants d'équipement de réseaux de l'industrie mondiale des télécommunications. Nous offrons des solutions qui permettent à nos clients d'augmenter la capacité de leurs réseaux et d'optimiser la fiabilité de leurs réseaux filaires et sans fil IP (protocole Internet), de l'architecture longue distance jusqu'à l'accès. Ainsi, nous concentrons nos efforts sur des créneaux de marché à fort potentiel de croissance liés à l'augmentation de la bande passante et à l'amélioration de la qualité de l'expérience sur les infrastructures de réseaux : les réseaux 4G/LTE (*long-term evolution*, ou évolution à long terme), de liaison mobile, les petites cellules et les systèmes d'antennes distribuées (DAS), la transition des réseaux vers la transmission à 100G, ainsi que les déploiements de fibre jusqu'au domicile (*fiber-to-the-home*, ou FTTH), jusqu'au trottoir (*fiber-to-the-curb*, ou FTTC) et jusqu'au nœud (*fiber-to-the-node*, ou FTTN).

Nous avons lancé neuf nouveaux produits au premier trimestre de l'exercice 2014, incluant un module intégrant à la fois les tests optiques et Ethernet qui permet le déploiement et le dépannage des infrastructures de fibre des réseaux mobiles, ainsi que des services que ceux-ci supportent, une série d'OTDR de format tablette qui simplifie et accélère les tests dans les réseaux optiques, une application logicielle qui transforme un téléphone Android en une sonde mobile afin de surveiller la qualité de l'expérience dans les lieux publics tels que les stades et les centres commerciaux, ainsi qu'une sonde d'inspection de la fibre qui réduit de plus de 50 % la durée de certification des connecteurs. Nous avons aussi ajouté des fonctions à notre Power Blazer afin de permettre de tester sur le terrain tous les taux de transmission, de 10 Mbit/s à 100 Gbit/s.

Nous avons rapporté des ventes de 56,0 millions \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, ce qui représente une baisse de 6,4 % par rapport aux 59,8 millions \$ au cours de la même période de l'exercice précédent. Nous avons également rapporté des commandes de 57,9 millions \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, pour un rapport prise de commandes-facturation de 1,03, comparativement à 64,3 millions \$ au cours de la même période de l'exercice précédent.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, nous avons généré une perte nette de 747 000 \$, ou 0,01 \$ l'action, comparativement à 1,6 million \$, ou 0,03 \$ l'action, au cours de la même période de l'exercice précédent. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, la perte nette incluait un montant de 1,1 million \$ en amortissement après impôts sur les bénéfices des actifs incorporels, un montant de 463 000 \$ en charges de rémunération à base d'actions, et un gain de change de 802 000 \$.

Le BAIIA ajusté (perte nette avant intérêts, impôts sur les bénéfices, amortissement, charges de rémunération à base d'actions et gain de change) était de 2,3 millions \$, ou 4,1 % des ventes, au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, comparativement à 2,7 millions \$, ou 4,5 % des ventes, au cours de la même période de l'exercice précédent. Se référer à la page 11 du présent document pour un rapprochement complet du BAIIA ajusté et de la perte nette selon les IFRS.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(en milliers de dollars US, sauf les données par action et en pourcentage des ventes pour les périodes indiquées)

	Trois mois terminés les 30 novembre		Trois mois terminés les 30 novembre	
	2013	2012	2013	2012
Ventes	56 003 \$	59 821 \$	100,0 %	100,0 %
Coût des ventes ⁽¹⁾	21 185	23 657	37,8	39,5
Frais de vente et d'administration	21 708	22 290	38,8	37,3
Frais de recherche et de développement nets	11 281	11 602	20,1	19,4
Amortissement des immobilisations corporelles	1 275	1 605	2,2	2,7
Amortissement des actifs incorporels	1 182	1 962	2,1	3,3
Revenus d'intérêts	(27)	(33)	-	-
Gain de change	(802)	(756)	(1,4)	(1,4)
Bénéfice (perte) avant les impôts sur les bénéfices	201	(506)	0,4	(0,8)
Impôts sur les bénéfices	948	1 132	1,7	1,9
Perte nette pour la période	(747) \$	(1 638) \$	(1,3) %	(2,7) %
Perte nette de base et diluée par action	(0,01) \$	(0,03) \$		
Autres informations :				
Bénéfice brut ⁽²⁾	34 818 \$	36 164 \$	62,2 %	60,5 %
Données relatives à la recherche et au développement :				
Frais de recherche et de développement bruts	13 309 \$	13 898 \$	23,8 %	23,2 %
Frais de recherche et de développement nets	11 281 \$	11 602 \$	20,1 %	19,4 %
BAIIA ajusté ⁽²⁾	2 292 \$	2 720 \$	4,1 %	4,5 %

(1) Le coût des ventes n'inclut pas l'amortissement, lequel est présenté séparément.

(2) Se référer à la page 11 pour les mesures non conformes aux IFRS.

VENTES ET COMMANDES

Pour les trois mois terminés le 30 novembre 2013, nos ventes ont atteint 56,0 millions \$, soit une baisse de 6,4 % comparativement aux 59,8 millions \$ au cours de la même période de l'exercice précédent, et nos commandes ont atteint 57,9 millions \$, soit une baisse de 9,9 % comparativement aux 64,3 millions \$ atteints au cours de la même période de l'exercice précédent, pour un rapport de commandes-facturation de 1,03.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, les conditions de marché en Amérique ont été plus difficiles que prévu, en raison de retards dans les commandes et d'un niveau de dépenses plus faible, notamment chez nos clients importants. A notre avis, les projets et les initiatives stratégiques n'ont pas été annulés mais plutôt repoussés à 2014. Par conséquent, cette région a subi une baisse des ventes et des commandes d'un exercice à l'autre. De plus, au cours du premier trimestre de l'exercice 2013, nous avons expédié d'importantes commandes de nos solutions de test sur cuivre à un grand opérateur de réseaux nord-américain. Nous n'avons pas eu de telles commandes au cours de la même période du présent exercice. Enfin, au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, nous n'avons bénéficié d'aucunes dépenses budgétaires de fin d'année civile de la part des opérateurs de réseaux en Amérique, en raison d'une gestion serrée des budgets, alors que nous en avons bénéficié dans une certaine mesure lors de la même période de l'exercice précédent.

De plus, au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, nous avons subi une concurrence et une pression accrues sur les prix, ce qui a réduit nos ventes et nos commandes par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Cependant, au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, nous avons observé une certaine stabilité en Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMOA) ainsi qu'en Asie-Pacifique, alors que nos ventes ont augmenté d'un exercice à l'autre.

Enfin, au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, nos ventes incluent des pertes de change sur nos contrats de change à terme de 84 000 \$ comparativement à des gains de change de 202 000 \$ au cours de la même période de l'exercice précédent, ce qui a contribué à diminuer nos ventes de 0,5 % d'un exercice à l'autre.

Répartition géographique

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, les ventes en Amérique, en EMOA ainsi qu'en Asie-Pacifique ont constitué respectivement 51 %, 29 % et 20 % des ventes, comparativement à 56 %, 27 % et 17 % respectivement au cours de la même période de l'exercice précédent.

Concentration de clients

Nous vendons nos produits à une clientèle diversifiée, composée notamment de fournisseurs de services réseau, de fabricants d'équipement de réseaux, d'opérateurs de réseaux sans fil et de câblodistributeurs. Au cours du premier trimestre des exercices 2013 et 2014, aucun client n'a représenté à lui seul plus de 10 % de nos ventes, et nos trois clients les plus importants ont représenté respectivement 10,2 % et 12,5% de nos ventes.

BÉNÉFICE BRUT (mesure non conforme aux IFRS, se référer à la page 11 du présent document)

Le bénéfice brut s'est élevé à 62,2 % des ventes au cours des trois mois terminés le 30 novembre 2013, comparativement à 60,5 % au cours de la même période de l'exercice précédent.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, une portion plus importante de nos ventes venait de produits fabriqués dans nos installations manufacturières en Chine, comparativement à la même période de l'exercice précédent, ce qui a eu un effet positif sur bénéfice brut d'un exercice à l'autre. Ces produits ont un coût de revient plus faible que ceux qui sont fabriqués dans nos installations canadiennes et finlandaises.

Cependant, au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, un niveau de ventes plus faible comparativement à la même période de l'exercice précédent (6,4 %) s'est traduit pas une absorption plus faible de nos coûts fixes de production, ce qui nous a empêchés d'accroître davantage notre bénéfice brut d'un exercice à l'autre.

Compte tenu de la croissance prévue des ventes, de la hausse prévue des ventes de nos solutions de test de protocoles et des produits et services à fort contenu de logiciels, de la conception de nos produits axée sur la réduction des coûts, ainsi que du contrôle serré de nos coûts, nous croyons que notre bénéfice brut augmentera à l'avenir. Cependant, notre bénéfice brut peut fluctuer d'un trimestre à l'autre, compte tenu de la composition des produits vendus et compte tenu du fait que nos ventes peuvent fluctuer. De plus, une pression accrue sur les prix exercée par la concurrence, la concentration et/ou la consolidation de clients, une augmentation des coûts d'obsolescence et de garantie, des changements dans la répartition des clients, une absorption plus faible des coûts fixes de production, une augmentation du nombre de produits offerts par d'autres fournisseurs dans notre industrie, ainsi que des taux de change défavorables peuvent affecter notre bénéfice brut.

FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Pour les trois mois terminés le 30 novembre 2013, les frais de vente et d'administration se sont élevés à 21,7 millions \$, ou 38,8% des ventes, comparativement à 22,3 millions \$, ou 37,3 % des ventes, pour la même période de l'exercice précédent.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, nos frais de vente et d'administration ont diminué en raison d'un contrôle serré des dépenses, incluant notamment la réduction de personnel, ainsi que de la hausse de la valeur moyenne du dollar US par rapport au dollar canadien d'un exercice à l'autre, puisqu'une portion de nos frais de vente et d'administration est libellée dans cette devise et que nous publions nos résultats en dollars US.

Pour l'exercice 2014, nous prévoyons que nos frais de vente et d'administration devraient diminuer en pourcentage des ventes et se situer entre 33 % et 35 %. Cependant, toute hausse (baisse) de la valeur du dollar canadien et de l'euro par rapport au dollar US au cours des prochains trimestres contribuera à accroître (réduire) nos frais de vente et d'administration, puisqu'une portion importante de ces frais est libellée dans ces devises et que nous publions nos résultats en dollars US.

FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

Frais de recherche et de développement bruts

Pour les trois mois terminés le 30 novembre 2013, les frais de recherche et de développement bruts ont totalisé 13,3 millions \$, ou 23,8 % des ventes, comparativement à 13,9 millions \$, ou 23,2 % des ventes, pour la même période de l'exercice précédent.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, la hausse de la valeur moyenne du dollar US par rapport au dollar canadien et à la roupie indienne d'un exercice à l'autre a eu un effet positif sur nos frais de recherche et de développement bruts, puisque la majeure partie de ces frais est libellée dans ces devises et que nous publions nos résultats en dollars US. De plus, un changement de la composition et du calendrier de nos projets de recherche et de développement s'est traduit par une baisse de nos frais de recherche et de développement bruts comparativement à la même période de l'exercice précédent, notamment les frais de consultation et de sous-traitants.

Crédits d'impôt et subventions

Nous avons droit à des crédits d'impôt de la part du gouvernement fédéral canadien et des gouvernements provinciaux pour nos activités de recherche et de développement admissibles effectuées au Canada. Nous sommes également admissibles à des subventions octroyées par un organisme finlandais dans le domaine des technologies pour certains projets de recherche et de développement effectués en Finlande.

Pour les trois mois terminés le 30 novembre 2013, les crédits d'impôt et les subventions pour les activités de recherche et de développement étaient de 2,0 millions \$, ou 15,2 % des frais de recherche et de développement bruts, comparativement à 2,3 millions \$, ou 16,5 % des frais de recherche et de développement bruts, pour la même période de l'exercice précédent.

La baisse de nos crédits d'impôt et subvention au cours du premier trimestre de l'exercice 2014 comparativement à la même période de l'exercice précédent provient principalement de la baisse de nos frais de recherche et de développement bruts d'un exercice à l'autre, puisque nous étions admissibles aux mêmes programmes de crédits d'impôt et de subventions d'un exercice à l'autre.

Au cours de l'exercice 2014, nous prévoyons que nos frais de recherche et de développement nets devraient légèrement diminuer en pourcentage des ventes et se situer entre 17 % et 19 %. Cependant, toute hausse de la valeur du dollar canadien, de l'euro et de la roupie indienne par rapport au dollar US au cours des prochains trimestres contribuera à accroître nos frais de recherche et de développement nets, puisque la majeure partie de ces frais est libellée dans ces devises alors que nous publions nos résultats en dollars US.

AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, la dépense d'amortissement des immobilisations corporelles était de 1,3 million \$, comparativement à 1,6 million \$ au cours de la même période de l'exercice précédent.

La baisse de notre dépense d'amortissement au cours du premier trimestre de l'exercice 2014 comparativement à la même période de l'exercice précédent est due au fait que certains actifs sont devenus complètement amortis au cours de l'exercice 2013 et à la hausse de la valeur moyenne du dollar US par rapport au dollar canadien et à la roupie indienne d'un exercice à l'autre, puisque notre dépense d'amortissement est en majeure partie libellée dans ces devises et que nous publions nos résultats en dollars US.

AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, la dépense d'amortissement des actifs incorporels était de 1,2 million \$, comparativement à 2,0 millions \$ au cours de la même période de l'exercice précédent.

La baisse de notre dépense d'amortissement au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, comparativement à la même période de l'exercice précédent, est due au fait que les technologies acquises liées à l'acquisition de Brix Networks Inc. (acquise en 2008) sont devenues complètement amorties au cours de l'exercice 2013, et à la hausse de la valeur moyenne du dollar US par rapport au dollar canadien d'un exercice à l'autre, puisque notre dépense d'amortissement est en majeure partie libellée dans cette devise et que nous publions nos résultats en dollars US.

GAIN DE CHANGE

Les gains et les pertes de change sont attribuables à la conversion d'activités d'exploitation libellées en devises autres que notre monnaie fonctionnelle, qui est le dollar canadien. Une portion importante de nos gains et pertes de change provient de la conversion de nos espèces et de nos soldes d'impôt différé libellés en dollars US. Nous gérons notre exposition aux risques de change en partie grâce à des contrats de change à terme et à nos activités d'exploitation libellées en dollars US, en euros et en d'autres devises. Cependant, nous demeurons exposés aux risques de change et notamment, toute hausse de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar US aura un impact négatif sur nos résultats d'exploitation.

Pour les trois mois terminés le 30 novembre 2013, nous avons enregistré un gain de change de 802 000 \$, comparativement à 756 000 \$ pour la même période de l'exercice précédent.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, la valeur de fin de période du dollar canadien a diminué par rapport au dollar US, à l'euro et à la livre sterling, comparativement au trimestre précédent, ce qui a entraîné un gain de change de 802 000 \$ au cours de cette période. En fait, la valeur de fin de période du dollar canadien a diminué de 0,9 % par rapport au dollar US pour atteindre 1,0620 \$CA = 1,00 \$US au 30 novembre 2013, comparativement à 1,0530 \$CA = 1,00 \$US à la fin du trimestre précédent, de 3,3 % par rapport à l'euro pour atteindre 1,4420 \$CA = 1,00 € au 30 novembre 2013, comparativement à 1,3936 \$CA = 1,00 € à la fin du trimestre précédent, et de 5,9 % par rapport à la livre sterling pour atteindre 1,7353 \$CA = 1,00 £ au 30 novembre 2013, comparativement à 1,6323 \$CA = 1,00 £ à la fin du trimestre précédent.

Au cours de la même période de l'exercice précédent, la valeur de fin de période du dollar canadien a diminué par rapport au dollar US et à l'euro, comparativement au trimestre précédent, ce qui a entraîné un gain de change de 756 000 \$ au cours de cette période. En fait, la valeur de fin de période du dollar canadien a diminué de 0,7 % par rapport au dollar US pour atteindre 0,9932 \$CA = 1,00 \$US au 30 novembre 2012, comparativement à 0,9863 \$CA = 1,00 \$US à la fin du trimestre précédent, et de 3,9 % par rapport à l'euro pour atteindre 1,2921 \$CA = 1,00 € au 30 novembre 2012, comparativement à 1,2438 \$CA = 1,00 € à la fin du trimestre précédent.

Les fluctuations des taux de change ont également un impact sur les différentes rubriques des états des résultats, puisqu'une portion importante de nos charges d'exploitation est libellée en dollars canadiens et en roupies indiennes, alors que nous publions nos résultats en dollars US. Par conséquent, la hausse de la valeur moyenne du dollar US par rapport au dollar canadien et à la roupie indienne au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, comparativement à la même période de l'exercice précédent, a eu un effet positif sur nos résultats financiers. En fait, au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, la valeur moyenne du dollar US a augmenté d'un exercice à l'autre de 5,1 % et 13,0 % respectivement par rapport au dollar canadien et à la roupie indienne.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Pour les trois mois terminés le 30 novembre 2013, nous avons enregistré une dépense d'impôts sur les bénéfices de 948 000 \$ comparativement à 1,1 million \$ au cours de la même période de l'exercice précédent.

Au cours des trois mois terminés le 30 novembre 2013, nous avons enregistré une dépense d'impôts sur les bénéfices de 948 000 \$ sur un bénéfice avant impôts sur les bénéfices de 201 000 \$. Au cours des trois mois terminés le 30 novembre 2012, nous avons enregistré une dépense d'impôts sur les bénéfices de 1,1 million \$ sur une perte avant impôts sur les bénéfices de 506 000 \$. Ces situations proviennent principalement du fait que nous n'avons pas reconnu d'actifs d'impôt différé pour certaines de nos filiales à perte et que certaines de nos dépenses ne sont pas déductibles aux fins de l'impôt sur les bénéfices, notamment nos charges de rémunération à base d'actions. Cependant, une portion importante de notre gain de change est créée par la conversion des états financiers de nos filiales étrangères; par conséquent, cette portion du gain n'est pas imposable. Autrement, notre taux d'impôt effectif aurait été plus près de notre taux d'imposition statutaire combiné fédéral et provincial canadien de 27 % pour ces deux périodes.

Se référer à la note 6 afférente à nos états financiers consolidés intermédiaires condensés non vérifiés pour un rapprochement complet de la provision pour les impôts sur les bénéfices.

LIQUIDITÉS ET FINANCEMENT

Besoins de liquidités et financement

Au 30 novembre 2013, nos espèces et nos placements temporaires s'élevaient à 52,6 millions \$, alors que notre fonds de roulement était de 110,1 millions \$. Nos espèces et nos placements temporaires ont augmenté de 2,3 millions \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2014 comparativement au trimestre précédent. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, nos activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 3,3 millions \$. Par ailleurs, au cours du trimestre, nous avons effectué des paiements en espèces de 701 000 \$ pour l'achat d'immobilisations. De plus, nous avons enregistré une perte de change non réalisée de 405 000 \$ sur nos espèces et nos placements temporaires. Cette perte de change non réalisée provient de la conversion en dollars US de nos espèces et de nos placements temporaires libellés en dollars canadiens, et elle a été comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat global au bilan.

Nos placements temporaires sont constitués d'une acceptation bancaire émise par une société de premier ordre; par conséquent, nous considérons que le risque de non-exécution de cet instrument financier est limité. Ce titre de créance ne devrait nous soumettre à aucun risque de liquidité important. Aux fins de la gestion de notre trésorerie, nous avons mis en place une politique de gestion de la trésorerie que nous suivons et évaluons sur une base régulière. Nos espèces et nos placements temporaires seront affectés à notre fonds de roulement et à nos besoins généraux ainsi qu'à toute acquisition éventuelle. Au 30 novembre 2013, nos espèces incluaient un montant de 33,6 millions \$ qui porte intérêt à un taux annuel de 1,5 %.

Nous croyons que notre solde d'encaisse et nos placements temporaires suffiront à satisfaire à nos besoins prévus en matière de liquidités et de capitaux dans un avenir prévisible. En plus de ces actifs, nous disposons de marges de crédit inutilisées de 15,7 millions \$ pour notre fonds de roulement et nos besoins généraux, ainsi que de marges de crédit de 21,9 millions \$ pour couvrir notre exposition aux risques de change relativement à nos contrats de change à terme. Toutefois, de possibles pertes d'exploitation, des frais de restructuration additionnels et/ou de possibles acquisitions d'entreprises, de produits ou de technologies complémentaires peuvent requérir du financement additionnel. Rien ne garantit que du financement additionnel par l'émission d'actions ou de dettes sera disponible lorsqu'il sera requis ou, s'il est disponible, qu'il pourra être garanti en des termes satisfaisants.

Sources et utilisation des liquidités

Nous finançons nos activités d'exploitation et comblons nos besoins en matière de dépenses en capital principalement par les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, l'utilisation d'espèces et de placements temporaires et l'émission d'actions à droit de vote subalterne.

Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont élevés à 3,3 millions \$ au cours des trois mois terminés le 30 novembre 2013, comparativement aux flux de trésorerie utilisés de 4,8 millions \$ au cours de la même période de l'exercice précédent.

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation au cours du premier trimestre de l'exercice 2014 sont attribuables au bénéfice net après les éléments sans incidence sur les espèces de 938 000 \$, ainsi qu'à l'effet positif de la variation nette de 2,4 millions \$ de nos éléments d'exploitation hors caisse. Cet effet positif de la variation nette de nos éléments d'exploitation hors caisse est principalement attribuable à la hausse de nos comptes créditeurs, charges courues et provisions, qui a entraîné des flux de trésorerie positifs de 5,5 millions \$, en raison du calendrier des achats et des paiements durant le trimestre, ainsi qu'à la baisse de nos impôts sur les bénéfices et crédits d'impôt à recouvrer, qui a entraîné des flux de trésorerie positifs de 743 000 \$, en raison du recouvrement de crédits d'impôt au cours du trimestre. Ces effets positifs ont été compensés en partie par la hausse de nos comptes débiteurs, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 1,7 million \$, en raison du calendrier des ventes au cours du trimestre, ainsi qu'à la hausse de nos stocks, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 2,3 millions \$ afin de répondre à la demande future.

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'exploitation au cours du premier trimestre de l'exercice 2013 étaient attribuables au bénéfice net après les éléments sans incidence sur les espèces de 1,6 million \$, lequel a été plus que compensé par l'effet négatif de la variation nette de 6,3 millions \$ de nos éléments d'exploitation hors caisse. Cet effet négatif de la variation nette de nos éléments d'exploitation hors caisse est principalement attribuable à la hausse de nos comptes débiteurs, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 8,1 millions \$, en raison de la hausse et du calendrier des ventes au cours du trimestre, ainsi qu'à la hausse de nos impôts sur les bénéfices et crédits d'impôt à recouvrer, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 1,9 million \$, en raison de nos crédits d'impôt recouvrable gagnés au cours du trimestre mais non encore recouverts. Ces effets négatifs ont été compensés en partie par la hausse de nos comptes créditeurs, charges courues et provisions, qui a entraîné des flux de trésorerie positifs de 3,6 millions \$, en raison du calendrier des achats et des paiements durant le trimestre.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 710 000 \$ au cours des trois mois terminés le 30 novembre 2013, comparativement à 2,0 millions \$ au cours de la même période de l'exercice précédent.

Au cours du premier trimestre des exercices 2013 et 2014, nous avons effectué des paiements en espèces de 2,0 millions \$ et de 701 000 \$ respectivement pour l'achat d'immobilisations.

Activités de financement

Les flux de trésorerie générés par les activités de financement se sont élevés à 106 000 \$ au cours des trois mois terminés le 30 novembre 2013, comparativement aux flux de trésorerie utilisés de 922 000 \$ au cours de la même période de l'exercice précédent.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, nous avons reçu 106 000 \$ à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions.

Au cours de la même période de l'exercice précédent, nous avons racheté du capital social pour 973 000 \$. Cependant, nous avons reçu 51 000 \$ à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions.

CONTRATS DE CHANGE À TERME

Nous avons recours à des contrats de change à terme afin de gérer notre exposition au risque de change. Nous avons pour politique de ne pas utiliser ces instruments financiers dérivés à des fins commerciales ou spéculatives.

Nos contrats de change à terme, qui sont utilisés pour couvrir des ventes prévues libellées en dollars US, sont admissibles à la comptabilité de couverture, et les gains et pertes de change réalisés sur ces contrats sont constatés à titre d'ajustement des ventes lorsque les ventes couvertes sont comptabilisées.

Au 30 novembre 2013, nous détenions des contrats de change à terme nous permettant de vendre des dollars US à divers taux de change à terme, lesquels se résument comme suit :

Dates d'expiration	Montants contractuels	Taux contractuels moyens pondérés
Décembre 2013 à août 2014	16 500 000 \$	1,0283
Septembre 2014 à août 2015	15 000 000	1,0529
Septembre 2015 à août 2016	6 800 000	1,0719
Septembre 2016 et octobre 2016	1 200 000	1,0803
Total	39 500 000 \$	1,0468

La valeur comptable des contrats de change à terme est égale à leur juste valeur, laquelle est basée sur le montant auquel ils pourraient être réglés selon les taux estimatifs du marché. La juste valeur des contrats de change à terme représentait des pertes nettes de 808 000 \$ au 31 août 2013 et de 922 000 \$ au 30 novembre 2013. Le taux de clôture était de 1,0620 \$CA = 1,00 \$US au 30 novembre 2013.

CAPITAL SOCIAL

Capital social

Le 8 janvier 2014, EXFO avait 31 643 000 actions à droit de vote multiple en circulation, comportant 10 votes chacune, ainsi que 28 801 683 actions à droit de vote subalterne en circulation. Le nombre autorisé d'actions à droit de vote multiple et d'actions à droit de vote subalterne est illimité et ces actions n'ont pas de valeur nominale.

ENTENTES HORS BILAN

Au 30 novembre 2013, nous avons des ententes hors bilan qui consistaient en des lettres de garantie totalisant 551 000 \$ aux fins de nos activités de vente et d'achat; ces lettres de garantie expirent à différentes dates jusqu'en 2017, et ont été réservées à même nos marges de crédit.

ENTITÉS AD HOC

Au 30 novembre 2013, nous n'avions aucune participation à des entités ad hoc.

CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS IMPORTANTES

Pour une description complète des conventions comptables, des jugements dans l'application des conventions comptables ainsi que des estimations et hypothèses importantes utilisées dans la préparation de nos états financiers consolidés, se référer à notre rapport annuel selon le formulaire 20-F pour l'exercice terminé le 31 août 2013, déposé auprès de la U.S. *Securities and Exchange Commission* et des commissions canadiennes des valeurs mobilières.

NOUVELLES NORMES IFRS ET AMENDEMENTS

Pour connaître les impacts de certaines nouvelles normes sur nos états financiers consolidés, se référer à la note 2 de nos états financiers consolidés intermédiaires condensés non vérifiés pour les trois mois terminés le 30 novembre 2013 et de nos états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 août 2013.

RISQUES ET INCERTITUDES

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, il ne s'est produit aucun changement important dans les facteurs de risque décrits dans notre rapport annuel selon le formulaire 20-F pour l'exercice terminé le 31 août 2013.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Nous fournissons des mesures non conformes aux IFRS (soit le bénéfice brut* et le BAIIA ajusté**) à titre d'information supplémentaire au sujet de notre rendement opérationnel. Nous utilisons ces mesures afin d'évaluer notre rendement financier de façon historique et prospective, ainsi que de mesurer notre rendement par rapport à nos concurrents. Ces mesures nous aident également à planifier et à établir des prévisions quant aux périodes futures ainsi qu'à prendre des décisions opérationnelles et stratégiques. Nous croyons que le fait de fournir cette information aux investisseurs leur permet de voir la société à travers les yeux de la direction, et de mieux comprendre notre rendement passé et futur.

Cette information supplémentaire n'est pas établie en conformité avec les IFRS. Par conséquent, elle n'est pas nécessairement comparable à celle qui est présentée par d'autres sociétés et devrait être considérée comme un supplément d'information, et non un substitut, aux mesures correspondantes établies selon les IFRS.

* Le bénéfice brut représente les ventes moins le coût des ventes, excluant l'amortissement.

** Le BAIIA ajusté représente la perte nette avant intérêts, impôts sur les bénéfices, amortissement, charges de rémunération à base d'actions et gain de change.

Les tableaux ci-dessous présentent un rapprochement du BAIIA ajusté et de la perte nette selon les IFRS, en milliers de dollars US :

BAIIA ajusté

	Trois mois terminés les 30 novembre	
	2013	2012
Perte nette pour la période selon les IFRS	(747) \$	(1 638) \$
Ajouter (déduire) :		
Amortissement des immobilisations corporelles	1 275	1 605
Amortissement des actifs incorporels	1 182	1 962
Revenus d'intérêts	(27)	(33)
Impôts sur les bénéfices	948	1 132
Charges de rémunération à base d'actions	463	448
Gain de change	(802)	(756)
BAIIA ajusté pour la période	<u>2 292 \$</u>	<u>2 720 \$</u>
BAIIA ajusté en pourcentage des ventes	<u>4,1 %</u>	<u>4,5 %</u>

SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE PAR TRIMESTRE (non audité)

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars US, sauf les données relatives aux actions)

	Trimestres terminés les			
	30 novembre 2013	31 août 2013	31 mai 2013	28 février 2013
Ventes	56 003 \$	60 888 \$	58 865 \$	62 576 \$
Coût des ventes ⁽¹⁾	21 185 \$	22 574 \$	22 574 \$	23 664 \$
Bénéfice net (perte nette)	(747) \$	3 802 \$	(862) \$	39 \$
Bénéfice net (perte nette) de base et dilué(e) par action	(0,01) \$	0,06 \$	(0,01) \$	0,00 \$

	Trimestres terminés les			
	30 novembre 2012	31 août 2012	31 mai 2012	29 février 2012
Ventes	59 821 \$	57 156 \$	59 505 \$	66 917 \$
Coût des ventes ⁽¹⁾	23 657 \$	21 257 \$	23 549 \$	23 616 \$
Bénéfice net (perte nette)	(1 638) \$	(3 714) \$	(3 720) \$	954 \$
Bénéfice net (perte nette) de base et dilué(e) par action	(0,03) \$	(0,06) \$	(0,06) \$	0,02 \$

(1) Le coût des ventes n'inclut pas l'amortissement.